



MINISTRE
DE LA JEUNESSE ET
ÉVEIL PATRIOTIQUE



Research. Knowledge. Peacebuilding.



Youth
Peace &
Security
DRC COALITION



« Promesses nationales, défis de mise en œuvre et initiatives locales : L'Agenda JPS vu par la jeunesse Congolaise 10 ans après. »

Rapport de Politique Publique sur le contexte de mise en œuvre de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité en RDC.

Marie Rose TSHITE

Jonathan SHUKA

Coalition Congolaise Jeunesse Paix et Sécurité



FBA



Contents

I. Principaux résultats	2
II. Introduction : les jeunes Congolais champions de l'avancement de l'agenda JPS en RDC.....	3
III. Orientation de Politique Publique	4
1. Contexte et enjeux.....	5
2. Démarche méthodologique.....	6
<i>Analyse documentaire :</i>	7
<i>Données empiriques :</i>	7
IV. Constats majeurs	10
V. Contributions et recommandations préliminaires	15
VI. Conclusion	18
VII. Remerciements	19
VIII. LISTES DES STRUCTURES DES JEUNES (Focus Group)	21
Sources Bibliographiques	22

I. Principaux résultats

1. La jeunesse congolaise est un acteur stratégique déjà engagé pour la paix, mais sa participation, bien qu'en hausse, demeure inégale.

Entre 2015 et 2024, les jeunes confirment l'existence de structures de jeunesse et que la participation des jeunes Congolais à la consolidation de la paix a connu des progrès réels en termes de création de conseils locaux, de parlements de jeunes, de comités de médiation, d'initiatives communautaires. Cependant, ces engagements restent inégaux, souvent symboliques et vulnérables à l'instrumentalisation politique, à l'insécurité et au faible accès aux institutions.

2. Un agenda national JPS politiquement reconnu mais faiblement domestiqué

Le Plan d'Action National 2250 a posé un jalon politique important. Pourtant, sa mise en œuvre demeure centralisée et concentrée dans quelques provinces, laissant de vastes territoires sans dispositifs ni ressources. Ce décalage fragilise la légitimité nationale de l'agenda JPS et renforce les inégalités. Le constat est que même sans le PAN provincial, les jeunes continuent à agir par des initiatives indépendantes, tout en accélérant la domestication provinciale du PAN.

3. Un déficit massif d'appropriation : la majorité des jeunes ne connaît pas l'agenda 2250

Les données issues de 32 focus groups dans 10 provinces, du chatbot 2250 dans les 26 provinces (32 144 répondants), de KoboToolbox au niveau national (n=336) et de REMESH (52 jeunes) montrent que la grande majorité des jeunes Congolais n'a jamais entendu parler de la 2250, ni des opportunités qu'elle offre. Cela étant, sans communication, ni vulgarisation, ni relais communautaires, l'agenda JPS ne peut pas devenir un outil d'appropriation citoyenne.

4. Une architecture institutionnelle fragmentée, un STN-2250 sans moyens réels et une capitalisation insuffisante

Les structures étatiques opèrent en silos, sans coordination ni mécanismes de suivi partagés. Le STN-2250, censé être la structure technique clé, manque de statut, de budget, de personnel et de pouvoir effectif. Cette fragilité entretient la dépendance aux bailleurs et limite l'impact national. En parallèle, l'appui international reste géographiquement déséquilibré, principalement dans l'Est du pays, laissant d'autres provinces quasi invisibles dans la mise en œuvre et les initiatives locales des jeunes, bien que riches, mais rarement documentées, ce qui limite leur valorisation et leur montée en échelle.

II. Introduction : les jeunes Congolais champions de l'avancement de l'agenda JPS en RDC.

Depuis l'adoption de la Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2015, l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) s'est imposé comme un cadre normatif mondial, reconnaissant le rôle des jeunes en tant qu'acteurs de la paix (Berents, 2022 ; Simpson, 2018). En République démocratique du Congo (RDC), le lancement du premier Plan d'Action National JPS en août 2022, fruit d'un plaidoyer intense des jeunes, a constitué un jalon institutionnel majeur, faisant du pays le premier pays francophone et le deuxième en Afrique à se doter d'un tel outil ([YPS Monitor 2025](#)).

L'adoption de la résolution 2535 en 2020 avait également marqué un tournant, en permettant aux jeunes activistes d'intensifier leur lobbying auprès du gouvernement Congolais, ce qui avait conduit à la création du Secrétariat technique national de mise en œuvre de la R2250 (STN-2250) la même année et au déclenchement du processus de l'élaboration du PAN l'année suivante en 2021, sous le lead du Ministère de la Jeunesse et Éveil patriotique (ConnexUS, 2025). En 2021, la création de la Coalition Congolaise JPS (CCJPS), appuyée par ses réseaux provinciaux et ses organisations membres, a constitué une structure solide et véritable pour l'appui au processus d'élaboration du PAN JPS Congolais. Elle a appuyé le STN-2250 en planifiant et en organisant la collecte des données du PAN, assurant ainsi une représentation nationale des jeunes dans les 26 provinces. Son rôle déterminant dans le plaidoyer qui a conduit à l'adoption du PAN JPS et son architecture organisationnelle fut une avancée majeure, qui garantit que la voix des jeunes soit portée de manière inclusive et coordonnée dans toutes les provinces.

Ce cheminement, conduit par les institutions nationales avec l'appui de jeunes leaders de la société civile, illustre bien le leadership des jeunes dans l'institutionnalisation de l'agenda PS, conformément aux résolutions 2250 (2015), 2419 (2018) et 2535 (2020) (Berents & Preliis, 2020).

III. Orientation de Politique Publique

Ce rapport d'orientation de politique publique (Policy report) est structuré en trois parties : les constats majeurs, l'analyse des enjeux et les recommandations. Il présente les résultats à mi-parcours de l'étude indépendante sur le contexte de mise en œuvre de l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité en RDC. Lancée le 17 juin 2025 par le ministère de la Jeunesse et Éveil patriotique, et pilotée conjointement par le Secrétariat Technique National 2250 (STN-2250), Salama Women's Institute (SAWI) et la Coalition congolaise Jeunesse, Paix et Sécurité (CCJPS). Cette étude documente pour la première fois, de manière systématique, l'engagement des jeunes dans l'avancement du JPS entre 2015 et 2024. Elle retrace les acquis, les limites et prépare les bases d'un PAN JPS de deuxième génération plus inclusif et adapté aux réalités locales.

Ce rapport de politique publique constitue une étape intermédiaire de cette recherche, élaborée pour marquer le 10^e anniversaire de la Résolution 2250 (décembre 2025). Elle synthétise les conclusions principales, les défis et les recommandations issues des consultations menées auprès de **35 479 jeunes (33 % de femmes et 67 % d'hommes, majoritairement âgés de 18 à 29 ans)**, à travers des questionnaires en ligne, des groupes de discussion avec des organisations de la société civile et des entrevues semi-structurées avec quelques acteurs para-étatiques, tout en tenant compte aussi d'une diversité en termes de genre, d'âge et de localisation géographique, le tout réparti dans différentes provinces urbaines et rurales. Ce document vise à orienter les décideurs en mettant en lumière les dynamiques qui caractérisent la participation des jeunes, ainsi que les conditions nécessaires pour renforcer l'impact de l'agenda JPS en RDC.

De même que pour les femmes lors du processus de paix congolais de 2002 à Sun City (Tshite, 2024), les récits des jeunes bâtisseurs de paix Congolais restent encore sous-représentés dans le discours public et les archives officielles, ce qui menace la préservation de leur mémoire collective (Tshite and Mungala 2024 ; Tshite 2025). Pour appuyer les données quantitatives, des témoignages anonymisés de jeunes leaders vont illustrer les constats soulevés dans ce rapport de politique publique : **« Nous entendons parler de la résolution 2250, mais dans nos villages personne ne sait ce que c'est » (jeune femme, Ituri)**. Ces récits donnent une voix directe aux acteurs concernés et rappellent que la reconnaissance politique doit se traduire par un impact concret sur le terrain.

1. Contexte et enjeux

Dix ans après l'adoption de la Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité (JPS), et trois ans après l'élan politique qu'a suscité l'adoption et la validation par le gouvernement du PAN JPS en Conseil des ministres (Actualité.cd, 18 Novembre, 2022), sa mise en œuvre sur le terrain révèle une architecture encore fragile. La promesse d'une paix inclusive portée par les jeunes se heurte à une série de dysfonctionnements structurels, à une fragmentation institutionnelle, à une coordination intersectorielle défailante, à une appropriation locale inégale et à une invisibilisation persistante des jeunes femmes et des groupes marginalisés.

À mesure que l'on tente d'évaluer les premiers acquis de cette implémentation du PAN JPS, un constat s'impose : le transfert des responsabilités vers les provinces reste quasi inexistant, on observe aussi une forte concentration des actions et des financements en faveur de l'agenda dans un nombre très réduit de provinces, les mécanismes de redevabilité sont embryonnaires, et la cohérence stratégique entre acteurs étatiques et société civile peine à s'incarner (Archive du STN-2250, KUMA NIWA 2023).

La **Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ)**, élaborée en 2009 par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, avait marqué le premier cadre stratégique officiel dédié à l'encadrement et au développement des jeunes (*République Démocratique du Congo, Politique Nationale de la Jeunesse*, 2009). Elle visait à promouvoir le développement harmonieux des jeunes de 15 à 35 ans, à répondre aux défis liés à l'insertion socio-économique et professionnelle, et à valoriser leur participation à la vie politique, sociale et culturelle. Toutefois, ce document n'intégrait pas de perspective JPS et n'a jamais été actualisé, ce qui limite sa pertinence face aux enjeux contemporains. Un processus de révision est en cours depuis septembre 2025, à travers des consultations nationales de la jeunesse lancées par la ministre de la Jeunesse et Éveil Patriotique, Grâce Emie Kutino (Actualité.cd 2025 ; Agence Congolaise de Presse 2025). Cette trajectoire institutionnelle illustre une continuité historique :

- **2009 : PNJ** → première reconnaissance institutionnelle du rôle important des jeunes.
- **2020 : Résolution 2535 et création du STN-2250** → lobbying des jeunes.
- **2022 : PAN JPS** → intégration dans les politiques publiques.
- **2025 : Consultations nationales** → vers une révision de la PNJ et une articulation plus forte avec l'agenda JPS.

Ce continuum montre que l'agenda JPS en RDC s'inscrit dans une dynamique à long terme. Cependant, en l'absence de données systématisées et de documentation ancrée localement, les bonnes pratiques peinent à émerger, à circuler et à inspirer. Ce déficit de capitalisation compromet non seulement l'efficacité des interventions, mais aussi leur légitimité auprès des communautés concernées. Le pays se trouve ainsi dans un tournant où la préparation de la deuxième génération du PAN JPS doit dépasser la logique de participation symbolique pour s'appuyer sur des données probantes, des mécanismes de suivi intégrés et une implication territoriale effective.

Les enjeux de mise en œuvre du JPS en RDC révèlent également un paradoxe, à savoir que, d'un côté, il y a une reconnaissance politique croissante avec l'adoption du PAN JPS en 2022, qui marque une avancée institutionnelle majeure et témoigne du plaidoyer soutenu des jeunes et de leurs partenaires, et de l'autre, une traduction opérationnelle encore limitée. Certes, des progrès ont été réalisés en matière de création de conseils de jeunes, de comités de médiation et d'initiatives communautaires, confirmant l'émergence d'une jeunesse actrice de la paix. Mais, ces acquis demeurent fragiles en raison du déficit d'ancrage territorial, de la centralisation des décisions et de l'absence d'outils de suivi participatif. Ces défis doivent aujourd'hui être relevés pour transformer la reconnaissance politique en un impact concret et durable sur la jeunesse et la paix.

2. Démarche méthodologique

Ce rapport s'appuie sur une méthodologie mixte et rigoureuse, combinant l'analyse documentaire, des entretiens semi-structurés, des focus groups et des enquêtes numériques. Cette approche triangulée permet de croiser les récits de terrain, les données statistiques et les dynamiques institutionnelles. Elle révèle non seulement les écarts entre discours et pratiques, mais aussi les trajectoires d'engagement, les zones de tension et les leviers d'innovation locale. En l'absence de documentation systématisée, cette démarche offre une base solide pour capitaliser sur les bonnes pratiques et formuler des recommandations fondées sur des preuves, à la fois représentatives et actionnables.

Les données ont été recueillies auprès de 35 479 jeunes à travers des questionnaires en ligne, des focus groups dans dix provinces, le chatbot 2250 (32 144 répondants), KoboToolbox (n=336) et REMESH (52 jeunes). Cette combinaison offre une base solide pour capitaliser sur les bonnes pratiques, révéler les écarts entre discours et pratiques, et formuler des recommandations fondées sur des preuves, représentatives et actionnables.

La recherche s'appuie sur une combinaison de sources documentaires et empiriques :

Analyse documentaire :

Résolutions 2250, R2419, R2535 ; PAN JPS RDC (2022-2026) ; Politique nationale de la jeunesse ; Cadre continental africain sur l'agenda JPS (Union africaine, 2020) ; documents de partenaires techniques (MONUSCO, UNICEF, SFCG, FBA, PNUD) et des archives documentaires du STN-2250

Données empiriques :

- **Focus groups** conduits à Beni, Goma, Bunia, Bukavu, Uvira, Kananga (Kasai), Bandundu Ville, Lisala, Lubumbashi, Kisangani, Mbuji Mayi, Kinshasa avec des jeunes acteurs de paix, des jeunes ne connaissant pas l'agenda pas et il y avait 4 catégories des focus groups, à savoir uniquement des jeunes femmes, des jeunes hommes, des personnes vivant avec handicap et un groupe de jeunes mixtes.

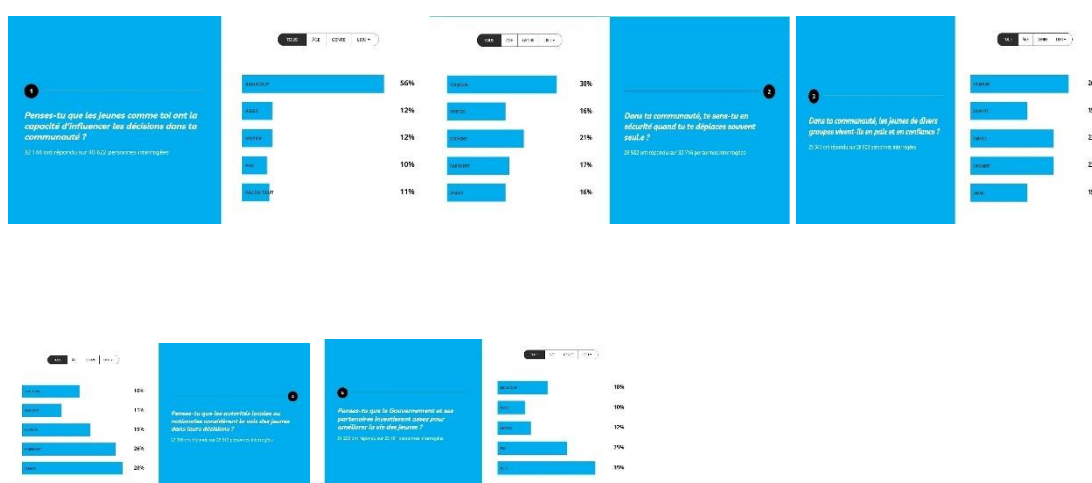


Les résultats montrent une augmentation notable de la mobilisation des jeunes depuis 2015, à travers la création de clubs de paix, de mouvements et d'associations des jeunes, leur participation à des dialogues intercommunautaires, à des formations, à des plaidoyers, ainsi que leur implication dans des projets de réconciliation, d'assainissement, de médiation et de participation politique.

Cependant, bien qu'ils révèlent à quel point la jeunesse est motivée et engagée. Ils soulignent également qu'elle est confrontée à des obstacles majeurs (financement, inclusion, confiance institutionnelle), ce qui limite l'impact durable de ses initiatives de paix, malgré des actions locales significatives.

• **Plateforme numérique Chatbot 2250** sur U-Report (32 144 jeunes répondants) développée avec l'appui de l'UNICEF, les données désagrégées du Chatbot 2250 démontrent un taux de 32 % de femmes et 68 % d'hommes. 30 % de ceux qui ont répondu appartenaient à la tranche d'âge de 20 à 24 ans. Les jeunes ont répondu dans les 26 provinces, avec la province d'Ituri ayant le plus de répondants au Chatbot 2250.

Il y avait 5 questions posées en lien avec 5 signes vitaux du [Peace Impact Framework](#) et les résultats indiquent que 56 % des jeunes pensent qu'ils peuvent influencer les décisions qui leur tiennent à cœur ; 30 % des jeunes se sentent en sécurité lorsqu'elles se déplacent seules dans la zone où elles vivent. 26 % qui pensent que les jeunes peuvent vivre dans la confiance. En termes de légitimité institutionnelle, un faible taux de 16 % estime que les autorités locales considèrent la voix des jeunes, et finalement, 35 % des jeunes estiment que les autorités et les partenaires n'investissent pas assez pour améliorer la vie des jeunes. Les images suivantes donnent de plus amples informations sur le taux de réponse en lien avec chaque pilier du Peace Impact Framework: <https://drc.ureport.in/opinion/8143/>



Sondages

RECHERCHE

JEUNESSE / ADOLESCENCE

Evaluation de la mise en oeuvre de l'agenda 2250

Septembre 30, 2025

32 144
REpondants

79%
TAUX DE REPONSE

68%
20 479

32%
9 827



TOUS REpondants



Région principale: **Ituri**
4,748 Répondants // 5,623 Interrogés

- **Conversation REMESH**, avec l'appui de Saji Preslis et de Rachel Walsh de Search for Common Ground (SFCG), nous avons développé un questionnaire pour des jeunes non spécialisés dans l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS). 52 jeunes ont répondu en ligne, et les données désagrégées montrent que 50 % des répondants sont dans la tranche d'âge de 20 à 30 ans. En termes de genre, 70 % sont des hommes et 19 % des femmes, 54 % viennent directement des organisations des jeunes et seulement 13 % ont confirmé être des personnes vivant avec des handicaps.

Les participants qui ont répondu aux 6 questions de discussion de REMESH décrivent une trajectoire contrastée depuis l'adoption de la Résolution 2015, et surtout en lien avec sa mise en œuvre en RDC. Ils soulignent que l'engagement des jeunes s'est élargi à travers les conseils de jeunesse, les initiatives de la société civile, les formations (y compris celles sur JPS/2250), les comités de médiation et les campagnes locales. Cependant, ces engagements restent inégaux, souvent symboliques et vulnérables à l'instrumentalisation politique, à l'insécurité et au faible accès aux institutions. Le lien de Remesh est disponible en ligne jusqu'au 31 décembre 2025. <https://live.remesh.chat/p/42b8fcb2-96df-4c5f-b035-2060e2d1c4f5/>

- **KoboToolbox (avec n = 336)** L'échantillon présente un profil statistiquement marqué par une prédominance masculine : 248 hommes (73,81 %) contre 88 femmes (26,19 %). Ce ratio de près de 3 hommes pour 1 femme témoigne d'une sous-représentation systémique des jeunes femmes dans les espaces d'expression civique. En termes d'âge, la cohorte la plus représentée est celle des 25–30 ans (131 répondants, 38,99 %), suivie des tranches d'âge 18–24 ans et 31–35 ans, chacune comptant 89 répondants (26,49 %). 6,55 % des personnes interrogées vivent avec un handicap, contre 93,45 % sans handicap.

Les répondants de plus de 35 ans ne constituent que 8,04 % (n = 27), ce qui révèle une participation majoritairement concentrée sur les jeunes adultes actifs, souvent déjà intégrés dans des organisations ou réseaux communautaires. Cette structure d'âge reflète une jeunesse congolaise dynamique mais également une absence progressive des jeunes plus âgés, souvent écartés ou démobilisés par les contraintes « socioéconomiques ». Sur le plan géographique, trois provinces concentrent plus de la moitié des observations : Kinshasa (23,81 %), Nord-Kivu (17,26 %) et Sud-Kivu (16,96 %). Ces trois seules provinces totalisent 58,03 % de l'échantillon, ce qui s'explique par l'implantation active des organisations de jeunesse, la vitalité de l'engagement civique et la prévalence des enjeux sécuritaires dans l'Est du pays. Les provinces périphériques restent sous-représentées, ce qui pose la question d'un accès équitable aux espaces JPS sur le territoire national. Le lien est toujours disponible sur <https://tinyurl.com/ynzupevn>

IV. Constats majeurs

La mise en œuvre du JPS, ce que disent les jeunes Congolais sur le terrain.



Cette section décrit et analyse les grandes tendances reçues de la revue de la littérature, dont notamment les archives du STN-2250, les résultats des focus groups, des outils de collecte dont REMESH, Kobo Collect et Chatbot 2250 réalisés entre juin et décembre 2025. Ces grands constats majeurs sont jusqu'à là :

- Une reconnaissance politique de l'agenda sans ancrage territorial

L'adoption du PAN JPS (2022–2026) marque une avancée institutionnelle importante, traduisant une volonté politique de reconnaître le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix. Toutefois, cette reconnaissance reste largement centralisée dans les grandes villes urbaines. Le processus d'élaboration du PAN a mobilisé des acteurs nationaux et internationaux, mais le transfert des responsabilités vers les provinces et les Entités Territoriales Décentralisées (ETD) demeure embryonnaire. En pratique, les actions sont concentrées dans quelques provinces pilotes, laissant la majorité du territoire en marge du processus. Cette dynamique importante est ressortie dans plusieurs focus groups avec des phrases telles que : « *Nous entendons parler de la résolution 2250, mais dans nos villages personne ne sait ce que c'est* » (Jeune femme, Ituri) et ça aussi a été confirmé dans les résultats de discussion avec REMESH, qui renforcent le sentiment d'une domestication inégale dans les territoires et une faible connaissance de l'agenda JPS qui risquent de compromettre sa vocation universelle et sa légitimité auprès des jeunes en zones rurales ou périphériques.

- L'agenda JPS reste méconnu de la majorité des jeunes Congolais, faute de vulgarisation inclusive et de relais institutionnels adaptés.

La connaissance de l'agenda JPS par les jeunes Congolais demeure globalement faible et inégalement répartie. Si certains jeunes engagés dans des organisations de la société civile ou des réseaux militants en ont une compréhension partielle, la majorité de la jeunesse, notamment celle vivant en périphérie urbaine, en milieu rural ou en dehors des circuits institutionnels, n'a jamais entendu parler des résolutions 2250, 2419 ou 2535, ni des droits et responsabilités qu'elles leur confèrent. Ce déficit de vulgarisation s'explique par l'absence d'une stratégie nationale de communication inclusive, le manque de relais éducatifs et communautaires et une faible intégration de l'agenda JPS dans les politiques publiques et les curricula scolaires. Cette déconnexion affaiblit l'appropriation citoyenne de l'agenda, limite la capacité des jeunes à revendiquer leur rôle dans les processus de paix et freine l'émergence

d'une masse critique de jeunes informés, capables d'influencer les politiques de sécurité et de gouvernance.

- **Émergence de l'agenda grâce aux organisations de jeunesse de la société civile contre une faible appropriation gouvernementale**

« Les OSC nous donnent la force de parler, mais le gouvernement ne nous écoute pas. » (Jeune homme, Bukavu)

L'agenda JPS en RDC s'est construit grâce à une mobilisation forte et structurée des organisations de la société civile. Parmi ces acteurs, les organisations dirigées par des jeunes ont joué un rôle particulier, en portant les premiers plaidoyers et en expérimentant des formes innovantes de mobilisation. Leur caractère auto-organisé et leur ancrage territorial leur confèrent une légitimité unique, transformant l'agenda JPS en une revendication citoyenne portée directement par la jeunesse. Ces organisations ont initié les premiers plaidoyers, structuré les espaces de dialogue et élaboré des propositions concrètes pour l'intégration des jeunes dans les politiques de paix et de sécurité. Toutefois, cette mobilisation n'a pas encore trouvé un écho institutionnel suffisant au niveau gouvernemental. L'appropriation politique de l'agenda JPS demeure faible, fragmentée et souvent ponctuelle.

Ce décalage entre l'engagement citoyen et la réponse étatique limite l'impact global du processus, freine la mise en œuvre des recommandations issues des consultations et empêche la pleine reconnaissance des jeunes en tant qu'acteurs légitimes de la paix. Il en résulte une dynamique prometteuse mais inachevée, qui appelle un repositionnement clair des institutions publiques afin de garantir la durabilité, l'inclusivité et l'opérationnalisation de l'agenda JPS à l'échelle nationale.

En outre, au sein même de la société civile, la fragmentation des réseaux de jeunesse et l'absence de mécanismes de coordination pérennes limitent la capacité collective à peser sur les politiques publiques. Cette double faiblesse – institutionnelle et citoyenne – explique en partie pourquoi l'agenda JPS peine à s'ancrer durablement dans les pratiques nationales.

- **Une architecture institutionnelle fragmentée et peu coordonnée**

Les focus groups ont révélé une perception de « dialogues sans suites », les jeunes estimant que leurs propositions ne sont pas prises en compte.

« On nous invite aux dialogues, mais nos propositions disparaissent dans les rapports. » (Jeune leader, Kinshasa)

La mise en œuvre du PAN JPS souffre d'un manque de coordination intersectorielle. Les ministères concernés (Jeunesse, Intérieur, Genre, Plan, etc.) agissent souvent en silos, sans cadre de concertation ni mécanisme de suivi partagé. Les ministères souffrent de l'incapacité à

développer une stratégie cohérente et durable qui s'inscrirait dans un cadre politique structurel et dans une coordination interinstitutionnelle efficace. L'implication des autorités étatiques congolaises dans la mise en œuvre de l'agenda JPS demeure globalement limitée, tant au niveau national qu'au provincial, et se manifeste surtout par des actions ponctuelles, souvent impulsées ou soutenues par les partenaires techniques et financiers.

Les coalitions de jeunes et les organisations de la société civile sont mobilisées, mais leur rôle reste périphérique dans les décisions stratégiques. Il en résulte une dilution des responsabilités, des chevauchements d'initiatives et une faible cohérence entre les actions menées au niveau national, provincial et local. Additionally, au niveau provincial, l'agenda JPS est souvent perçu comme une initiative externe, ce qui limite son appropriation par les autorités et sa légitimité auprès des jeunes.

- **Un dispositif sans levier : le STN-2250 peine à s'affirmer comme une structure spécialisée de l'État chargée de la coordination des actions en faveur de l'agenda en RDC**

En dépit de la création du Secrétariat Technique National 2250 (STN-2250) en 2020, censé incarner le portage institutionnel de l'agenda JPS en RDC, il n'arrive pas encore à s'affirmer dans la sphère publique comme une structure paraétatique spécialisée incontournable. Il fonctionne davantage comme une interface entre les partenaires techniques et les jeunes, sans disposer des leviers stratégiques nécessaires pour impulser une dynamique nationale de coordination des actions inscrites dans le Plan d'action national 2250.

Cette faiblesse est accentuée par des liens complexes avec le Conseil National de la Jeunesse (CNJ), structure paraétatique plus visible et mieux reconnue politiquement. Si le CNJ bénéficie d'une légitimité institutionnelle plus forte, il ne dispose pas non plus des moyens stratégiques pour assurer une coordination nationale effective. Ce décalage interroge le réalisme du mandat initial confié au STN-2250 et souligne la nécessité de clarifier les rôles respectifs entre institutions publiques et organisations jeunesse.

En l'absence d'un ancrage institutionnel solide, le STN-2250 reste dépendant des financements extérieurs ; en conséquence, les jeunes perçoivent l'agenda JPS comme un projet temporaire porté par des partenaires, plutôt qu'un engagement politique structurant de l'État congolais.

- **L'appui des partenaires reste géographiquement déséquilibré, concentré sur quelques provinces au détriment d'une appropriation nationale inclusive de l'agenda JPS.**

Le soutien des partenaires au programme JPS en RDC demeure marqué par une forte concentration géographique, souvent limitée aux provinces jugées prioritaires ou historiquement instables comme le Nord-Kivu et Sud-Kivu. Cette focalisation, bien que stratégique dans certains cas, engendre une marginalisation des autres provinces, notamment celles de l'ouest et du centre, où les dynamiques de jeunesse et de paix sont tout aussi complexes mais moins visibles. Elle compromet également l'émergence d'un sentiment d'équité et de cohésion nationale chez les jeunes, qui perçoivent l'agenda JPS comme une

réponse ponctuelle à des crises localisées plutôt qu'en tant que levier de transformation durable à l'échelle du pays.

En outre, l'appropriation de l'agenda reste asymétrique : fortement portée par les partenaires techniques et financiers, mais encore insuffisamment intégrée par les jeunes eux-mêmes comme cadre politique structurant. Le manque de coordination réelle entre acteurs locaux et partenaires – notamment dans les efforts de localisation – accentue cette fracture et limite la capacité collective à domestiquer l'agenda JPS de manière cohérente et inclusive.

- **Une faiblesse des mécanismes de redevabilité et de suivi**

Les mécanismes de suivi du PAN JPS sont encore à l'état embryonnaire. Il n'existe pas de système intégré de collecte de données ni d'indicateurs partagés entre les acteurs. Les rapports produits sont souvent descriptifs et événementiels, sans analyse d'impact ni retour d'expérience structuré. Les jeunes eux-mêmes sont rarement impliqués dans l'évaluation des programmes qui les concernent, surtout ceux financés par des partenaires externes et au sein du système onusien. Ce déficit engendre une faible capacité à mesurer les progrès, à corriger les écarts et à capitaliser les bonnes pratiques pour la deuxième génération du PAN JPS.

- **Déficit de traçabilité des initiatives locales : un frein à la valorisation et à la montée en échelle des bonnes pratiques JPS**

La mise en œuvre de l'agenda JPS en RDC souffre d'un manque de documentation ancrée localement. Les initiatives portées par les jeunes dans les provinces ne sont ni recensées ni valorisées à l'échelle nationale, faute de système clair pour collecter, archiver et diffuser ces expériences. En conséquence, les bonnes pratiques demeurent invisibles, les leçons ne sont pas tirées et les jeunes estiment que leur travail n'est pas reconnu.

Ce constat n'est pas seulement une impression subjective : la littérature YPS montre qu'il s'agit d'une réalité documentée. Berents et Mollica (2021, 2022) soulignent que les jeunes sont souvent invisibilisés dans les espaces institutionnels, malgré leur rôle actif, et que la reconnaissance reste sélective selon les canaux institutionnels. À l'échelle internationale, plusieurs études confirment que les initiatives portées par les jeunes restent invisibles faute de documentation et que des barrières linguistiques limitent leur diffusion et reconnaissance globale (UNOY, 2025 ; UN University, 2025 ; InterPeace, 2021).

Ce déficit de capitalisation empêche les décideurs de s'appuyer sur des exemples concrets pour améliorer les politiques publiques et freine la montée en échelle des bonnes pratiques locales.

- **Insécurité, risques de militarisation, vulnérabilité accrue dans les zones rurales et l'absence d'alternatives crédibles**

« Nous prenons des initiatives de surveillance communautaire entre jeunes... pour assurer une accalmie. »

« des clubs de paix scolaires... campagnes de plaidoyer contre les recrutements forcés. »

« Les jeunes des territoires soulignent que les zones rurales sont plus vulnérables aux dynamiques de violence ; les jeunes sont parfois attirés ou poussés vers les groupes armés par manque d'opportunités. » (Résultats des Focus groups de Beni et Bunia).

Les jeunes saluent ces progrès des dix dernières années, tout en dénonçant la manipulation politique, l'insécurité, le manque d'accès aux espaces de décision et l'absence de mécanismes structurés et permanents pour faire entendre leur voix. Les focus groups ont également mis en évidence deux risques majeurs : la militarisation, car « les jeunes des territoires sont parfois attirés ou poussés vers les groupes armés par manque d'opportunités », et la manipulation politique, car « les jeunes sont instrumentalisés pour créer l'insécurité et alimenter les conflits intercommunautaires » (Résultats des Focus groups de Beni et Bunia ; Résultats de REMESH).

Principaux obstacles identifiés par les jeunes dans les focus groupes et à travers REMESH :

- Précarité économique et chômage massif ;
- Manque d'informations fiables et de formation sur le JPS ;
- Insécurité et peur de représailles ;
- Manipulation politique et tribalisme ;
- Manque de financement direct pour les initiatives locales ;
- Fragmentation des réseaux de jeunesse et absence de coordination.



V. Contributions et recommandations préliminaires

Dans un contexte marqué par une intensification des conflits au Nord et au Sud-Kivu, des déplacements massifs de l'Est de la RDC et des accords politiques fragiles, dont présentement ceux de Doha et Washington, l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité doit être compris comme un levier stratégique pour répondre aux urgences nationales. Les recommandations qui suivent visent non seulement à renforcer l'ancrage institutionnel du PAN JPS, mais aussi à en faire un outil de réponse immédiate aux pressions sécuritaires et sociales que vivent les jeunes.

Les dix années écoulées ont révélé à la fois les avancées et les limites de l'agenda JPS. Ainsi, pour transformer ces constats en résultats tangibles, plusieurs pistes d'action émergent pour renforcer l'efficacité et la durabilité de l'agenda JPS en RDC. Les recommandations ci-après s'adressent à différents acteurs — Gouvernement de la RDC, partenaires techniques et financiers, organisations de jeunesse et communauté internationale — afin de consolider les acquis, corriger les fragilités identifiées et proposer des mécanismes adaptés aux réalités locales.

- **Renforcer l'ancrage institutionnel du Secrétariat Technique National 2250 et son mandat de coordination** → *Responsabilité principale au Gouvernement de la RDC (Ministère de la Jeunesse), avec l'appui des partenaires techniques.*

La consolidation de l'agenda JPS en RDC exige un leadership institutionnel clairement défini et doté de moyens durables. Le STN-2250, bien qu'identifié comme structure de référence, ne dispose pas encore des leviers juridiques, humains et budgétaires nécessaires pour assumer pleinement sa mission. Il est donc impératif de lui conférer un statut officiel et autonome à travers un texte réglementaire lui attribuant des prérogatives de coordination intersectorielle, de suivi-évaluation et de représentation nationale. Une dotation budgétaire annuelle inscrite au budget de l'État, accompagnée d'un cadre organique de personnel permanent, garantirait sa stabilité et sa visibilité institutionnelle. Ce renforcement du STN permettrait d'assurer la continuité des actions, de réduire la dépendance aux partenaires extérieurs et d'insuffler une impulsion nationale cohérente au processus de mise en œuvre du PAN JPS.

- **Territorialiser le PAN JPS à travers un fonds d'appui et des plans provinciaux participatifs** → *Responsabilité aux Gouvernements provinciaux et ETD, avec l'appui financier des bailleurs.*

Par **territorialisation du PAN JPS**, nous entendons son déploiement effectif dans les provinces et les entités territoriales décentralisées (ETD), à travers des financements dédiés et des plans participatifs. Dans le cas de la RDC, où les ETD constituent l'échelon institutionnel de proximité, la **domestication provinciale** implique l'adaptation, l'appropriation et l'intégration du PAN JPS dans les politiques locales, en cohérence avec les réalités socio-économiques et sécuritaires propres à chaque territoire.

Il est important de préciser que la **territorialisation** ne doit pas être réduite à une simple extension géographique ou à une 'descente administrative' du PAN depuis Kinshasa vers les provinces. Comme le rappellent plusieurs travaux critiques sur la localisation des agendas internationaux (Berents & Mollica, 2022 ; Leclerc, 2025), le PAN est un outil et non une fin en soi : il ne remplace pas les initiatives déjà existantes et il ne fait pas d'eux des jeunes bâtisseurs de paix. Non, ceux-ci sont déjà là et ils sont porteurs de pratiques et d'innovations locales.

À l'inverse, la notion de **localisation**, souvent utilisée par les Nations Unies, tend à se limiter aux capitales ou aux grandes villes, avec un risque de marginaliser les zones rurales et périphériques. En parlant de territorialisation, nous insistons sur une mise en œuvre **effective et équitable**, qui rapproche les politiques publiques des jeunes, assure une distribution géographique juste des ressources et consolide la légitimité de l'agenda au niveau local. Ces plans provinciaux devront traduire les cinq piliers du JPS en priorités de l'ETD adaptées aux contextes spécifiques, afin d'éviter que l'agenda ne reste cantonné aux centres urbains ou aux initiatives pilotées par les bailleurs.

- **Construire une culture JPS par la communication et l'éducation civique afin de quitter l'ignorance vers l'appropriation** → *Responsabilité au Ministère de la Jeunesse et Eveil Patriotique, aux OSC de jeunesse et aux médias nationaux.*

La méconnaissance généralisée de l'agenda JPS par la majorité des jeunes Congolais constitue un frein majeur à son appropriation. Une stratégie nationale de communication et d'éducation citoyenne permettra de vulgariser les résolutions 2250, 2419 et 2535, ainsi que les droits et responsabilités qu'elles confèrent aux jeunes. Cette stratégie devrait combiner des campagnes médiatiques multilingues, des programmes radiophoniques interactifs, l'intégration de modules JPS dans les curricula scolaires et la formation des relais communautaires.

- **Instituer un système national intégré de suivi-évaluation et de capitalisation des initiatives JPS** → *Responsabilité au STN-2250, avec alignement sur les indicateurs ONU.*

La faiblesse du mécanisme de suivi constitue un frein majeur à la durabilité de l'agenda. Un mécanisme intégré, sous la coordination technique du STN-2250, permettra de collecter, d'analyser et de diffuser régulièrement des données sur les avancées de l'agenda, recueillies auprès des points focaux provinciaux. Ce système de suivi intégré renforcera la transparence, permettra une prise de décision fondée sur des données probantes et consolidera la légitimité du PAN JPS auprès des bailleurs et de la population.

Le système de suivi-évaluation devra reposer sur trois boucles de rétroaction complémentaires : (i) l'expérience vécue des jeunes dans les provinces, pour qu'ils se sentent vus, entendus et valorisés ; (ii) les observations d'experts et points focaux nationaux, qui constituent l'infrastructure technique du STN-2250 ; (iii) l'alignement avec les indicateurs nationaux et internationaux, afin de légitimer les données et de mesurer les progrès dans le temps. Ces boucles devront être articulées autour des cinq signes vitaux du Peace Impact Framework, garantissant une mesure cohérente et probante des avancées de l'agenda JPS.

- **Rééquilibrer géographiquement l'appui financier des partenaires techniques et financiers** → *Responsabilité aux Partenaires techniques et financiers, en coordination avec le STN-2250*

Le déséquilibre territorial, observé dans le soutien apporté par les partenaires, concentré sur les provinces de l'Est, risque de marginaliser d'autres régions pourtant porteuses d'enjeux de paix. Il est recommandé d'instaurer une condition d'équité territoriale dans l'allocation des financements, de manière à assurer une couverture nationale inclusive. Une cartographie nationale des interventions JPS pourrait être élaborée afin d'orienter les appuis vers les zones sous-représentées. Les partenaires devraient aligner leurs interventions sur un plan d'investissement national JPS, validé et coordonné en collaboration avec le STN-2250 et les gouvernements provinciaux, afin de garantir la complémentarité et la durabilité des actions. Ce rééquilibrage favoriserait une appropriation nationale du processus et renforcerait la légitimité du JPS en tant que politique publique de cohésion territoriale.

- **Développer une plateforme nationale de capitalisation et de diffusion des bonnes pratiques JPS** → *Responsabilité au STN-2250, aux OSC des jeunes avec appui technologique des partenaires internationaux.*

Afin de surmonter le déficit de traçabilité et de documentation des initiatives locales, il est recommandé de créer une plateforme numérique nationale dédiée à la capitalisation et à la valorisation des expériences réussies. Cette plateforme, hébergée au sein du STN-2250 et alimentée par des points focaux provinciaux, aura pour mission de cartographier les initiatives communautaires, de publier des fiches de projets et de faciliter les échanges entre jeunes acteurs de paix. En parallèle, un concours annuel des meilleures initiatives JPS pourrait être organisé pour encourager l'innovation et accroître la visibilité des bonnes pratiques. Ce dispositif renforcerait la culture de l'apprentissage collectif, stimulerait l'émulation positive entre les provinces et servirait de base à la conception de politiques publiques futures.

Recommandations issues du terrain - "Les phrases issues des réponses des jeunes"

- **Emploi et autonomisation économique** : investir dans des programmes d'entrepreneuriat et de développement local portés par les jeunes ;
- **Financement direct** : créer des micro-fonds communautaires accessibles sans intermédiaires ;
- **Dialogue multi-acteurs** : instituer des comités sécurité-jeunesse mixtes (proposés dans REMESH et Chatbot2250) ;
- **Formation en résolution de conflits et lutte contre la désinformation** ;
- **Soutien au leadership féminin** au sein des instances JPS locales.

VI. Conclusion

L'avenir de l'agenda JPS en RDC dépend désormais de la capacité collective à transformer les engagements symboliques en résultats tangibles. Dix ans après la Résolution 2250, les jeunes saluent les progrès réalisés – conseils locaux, comités de médiation, initiatives communautaires – mais dénoncent aussi la manipulation politique, l'insécurité persistante, le manque d'accès aux espaces de décision et l'absence de mécanismes structurés pour faire entendre leur voix.

La première génération du PAN JPS a marqué une avancée normative et institutionnelle, mais sa mise en œuvre reste centralisée, non coordonnée, sans fonds et concentrée dans quelques provinces et faiblement appuyée par les partenaires techniques, et encore moins le gouvernement, tout en y ajoutant la faible appropriation de ce PAN JPS par la majorité des jeunes. À tous ces constats, il faut également y ajouter un déficit de vulgarisation de l'agenda, des ministères qui travaillent en silos, une fragmentation des structures jeunes de la société civile qui ne travaillent toujours pas forcément ensemble et un déséquilibre géographique de l'appui des partenaires qui compromettent son impact national.

La deuxième génération du PAN JPS doit donc dépasser la logique de plaidoyer pour s'ancrer dans une approche de gouvernance et de résultats. Cela exige un leadership institutionnel consolidé (STN-2250), une territorialisation effective à travers les ETD, une stratégie nationale de communication inclusive, et un système intégré de suivi-évaluation. Au-delà d'un agenda thématique, le JPS doit être compris comme une vision de société : une redistribution du pouvoir vers les jeunes, une reconnaissance de leurs initiatives locales et une garantie que la paix durable se construira avec eux, et non sans eux.



VII. Remerciements



Nous adressons nos sincères remerciements au Ministère de la Jeunesse et de l'Éveil patriotique pour la confiance accordée et l'appui technique fourni à travers son Secrétariat technique national de mise en œuvre de l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité en RDC (STN-2250/RDC), dans le cadre de l'étude indépendante JPS en RDC lancée le 17 juin 2025 et qui est toujours en cours jusqu'au 30 avril 2026.

Cette étude, souhaitée et commandée par le STN-2250, vise à fournir des informations critiques et utiles sur les efforts menés dans l'implémentation de l'agenda JPS en RDC. Elle a pour objectif de mettre à disposition de l'ensemble des acteurs nationaux des pistes d'orientation politique issues de ce que les jeunes disent et vivent depuis dix ans, depuis l'adoption de la Résolution 2250 qui reconnaît le rôle majeur des jeunes, ainsi que depuis l'adoption du PAN JPS qui a permis au gouvernement d'entamer l'institutionnalisation de l'agenda YPS en RDC. Cette étude entend également souligner le leadership des jeunes Congolais dans l'avancement de l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité et servir de point de référence pour le premier Plan d'Action National JPS (2022-2026) en RDC.

Notre gratitude s'adresse aussi chaleureusement à tous les jeunes leaders, facilitateurs, partenaires et institutions qui contribuent à l'étude indépendante JPS en RDC, notamment la MONUSCO, la Folke Bernadotte Academy (FBA), Search For Common Ground (SFCG), l'UNICEF et le bureau du PNUD en RDC.

Nous remercions également les membres du Peer Review Group pour leurs précieuses orientations dans le cadre de cette étude indépendante en cours, et plus particulièrement Lucia Prati, Matilda Lindgren, Dr. Marie-Rose Bashwira, Dr. Celina Del Felice, Dr. Helen Berents, Esther Atosha, Nicole Musimbi, Saji Presli et Katrina Leclerc, pour leurs nombreux retours et leur disponibilité à accompagner chaque étape de ce processus.

STN-2250 en RDC, Coalition Congolaise JPS, Salama Women's Institute

Enfin, ce travail n'aurait pas été possible sans l'appui des Co-chairs nationaux et surtout des Co-chairs provinciaux et de leurs équipes, notamment Pacifique Mushubusa Cirimwami, Erasme Eraste Serume, Deus Kaleta, Abigael Mapendo, Hegelin Mutomb, Daniel Kisisi, Germain Mukulandambo, Benjamin Asimoni, Princilia MPIEBE, Risquant Johnson Kasika, Blaise Barume, Abigael, Blanchard Likuwa, Jodina Shungu, Pierre-Emmanuel Mbaya qui ont travaillé avec acharnement persistant pour la réussite de l'organisation des nombreux focus groups.



VIII. LISTES DES STRUCTURES DES JEUNES (Focus Group)

Kasai Central : Action le potier pour le Développement Intégral (APDI)

Nord-Kivu : CJPS, ACER-Congo, LA SOLIDARITÉ DES JEUNES POUR L'AVENIR DES GRANDS (SJAGL ASBL)

Sud-Kivu : Action des jeunes pour la promotion de la paix et la sécurité; AGRI STORE ASBL; CAPD ASBL; CONGOLESE DISCOVERY; JLD; IFAPPDE-DRC; HAKI KWETU ASBL; Holly Vision ASBL; OGDH RDC; UNIPUN RDC; VAS (Viens à mon secours SUD KIVU); Young Women Leaders for Peace; CEJEDER ASBL & YALI; IJEFA

Tshopo, Haut-Katanga, Kasai-Oriental, Kivu, Mongala: CJPS

Les membres du comité de pilotage de l'étude JPS en RDC

- Anna-Jacquie Kitoga,
- Nora Ipanga
- Deborah Nyamugabo
- Nathan Atibu
- Claude Kassongo
- Tezony Ndombi
- Blanchar Likuwa
- Maurice Malenga
- Prince Mpiebe
- Lydie Mungala
- Joseph Akilimali
- Steven Malaki
- Marie-Rose Tshite
- Me Jonathan Shuka



Sources Bibliographiques

- Actualité.cd. 2022. "RDC : Le Gouvernement Valide Le Plan d'Action National de La Résolution 2250 Du Conseil de Sécurité Des Nations-Unies." Actualite.cd. November 18, 2022. <https://actualite.cd/index.php/2022/11/19/rdc-le-gouvernement-valide-le-plan-daction-national-de-la-resolution-2250-du-conseil-de>.
- . 2025. "RDC : Des Consultations Nationales Pour La Jeunesse Lancées, La Diaspora Aussi Concernée." Actualite.cd. September 12, 2025. <https://actualite.cd/2025/09/12/rdc-des-consultations-nationales-pour-la-jeunesse-lancees-la-diaspora-aussi-concernee>.
- African Union. 2020. "Continental Framework for Youth, Peace and Security,." Au.int. Youth for Peace (Y4P) Africa Programme. 2020. <https://au.int/en/documents/20200821/continental-framework-youth-peace-andsecurity>.
- Agence Congolaise de Presse. 2025. "RDC : Lancement Des Consultations Nationales Pour Orienter Les Politiques Publiques - ACP." ACP. September 12, 2025. <https://acp.cd/nation/rdc-lancement-des-consultations-nationales-pour-orienter-les-politiques-publiques/>.
- Berents, Helen. 2022. "Power, Partnership, and Youth as Norm Entrepreneurs: Getting to UN Security Council Resolution 2250 on Youth, Peace, and Security." *Global Studies Quarterly* 2 (3). <https://doi.org/10.1093/isagsq/ksac038>.
- Berents, Helen, and Richard Fosu. 2025. "Constituting 'Youth': Conditionality and Compliance in UN Discourses on Youth, Peace and Security." *Journal of Intervention and Statebuilding*, June, 1–23. <https://doi.org/10.1080/17502977.2025.2506217>.
- Berents, Helen, and Caitlin Mollica. 2021. "Reciprocal Institutional Visibility: Youth, Peace and Security and 'Inclusive' Agendas at the United Nations." *Cooperation and Conflict* 57 (1): 001083672110078. <https://doi.org/10.1177/00108367211007873>.
- Berents, Helen, and Saji Prelis, eds. 2020. "THE ROAD to UN SECURITY COUNCIL RESOLUTION 2250 on YOUTH, PEACE and SECURITY MORE than a MILESTONE." *Search for Common Ground*. https://documents.sfcg.org/wp-content/uploads/2020/12/The_Story_of_2250_FINAL_MK_3.pdf.
- ConnexUS. 2025a. "Brève Présentation Du STN 2250/RDC." Cnxus.org. January 2025. <https://cnxus.org/wp-content/uploads/2025/01/Brief-PPT-STN.pdf>.
- . 2025b. "Peace Impact Framework." ConnexUs. Search For Common Ground. August 7, 2025. <https://cnxus.org/peace-impact-framework/>.

- InterPeace. 2021. "Livre Blanc Sur l'Application Programmatique de l'Agenda Jeunes, Paix et Sécurité Un Projet Financé Par Le Fonds Des Nations Unies Pour La Consolidation de La Paix (PBF)." <https://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2022/01/YPS-en-pratique-Livre-blanc-1.pdf>.
- KUMA NIWA, Benjamin . 2023. "STN 2250 RDC : ATELIER D'EVALUATION et de RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS CLES, IMPLIQUES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION ." Salama Women's Institute (SAWI). March 10, 2023. <https://sawi.africa/atelier-devaluation-et-de-renforcement-des-capacites-des-acteurs-cles-impliques-dans-la-mise-en-oeuvre-du-plan-daction/>.
- Leclerc, Katrina. 2025. "Localising Women, Peace, and Security: Community Agency and Ownership beyond National Policies." *Development in Practice*, October, 1–11. <https://doi.org/10.1080/09614524.2025.2565609>.
- Parlement des Jeunes RDC. 2009. "Politique Nationale de La Jeunesse Congolaise." 2009. <https://jeunescongo.e-monsite.com/medias/files/politique-nationale-de-la-jeunesse-1.pdf>.
- Plan d'Action National Jeunesse, Paix et Securite de la Republique Democratique du Congo. 2022. Ministere de la Jeunesse et Eveil Patriotique.
- Simpson , Graeme, ed. 2018. "The Missing Peace: Independent Progress Study on Youth, Peace and Security. New York: United Nations." UN. Peacebuilding Support Office. 2018. <https://digitallibrary.un.org/record/3846611?v=pdf>.
- Tshite, Marie-Rose. 2024. "Capturing Congolese Women's Memories of War and Peacemaking 1." *Close Encounters in War Journal*. Issue n. 7 (2024): Close Encounters in War and Personal Narratives. Experience, Memory, and Storytelling. <https://closeencountersinwar.org/wp-content/uploads/2024/12/tshite-congolese-women-memory-of-war-and-peacemaking.pdf>.
- . 2025. "Congolese Youth Navigating Peace and Security, Reducing Community-Level Violence." *Rethinking Peace and Conflict Studies*, 83–96. https://doi.org/10.1007/978-3-031-95862-5_7.
- Tshite, Marie-Rose , and Lydie Mungala . 2024. "Young Women's Leadership in Advancing the Implementation of the Youth, Peace, and Security Agenda in the Democratic Republic of Congo Cordaid, 2024 an Independent Thematic Paper from the Democratic Republic of Congo Submitted for the 3rd Report of the Secretary-General to the Security Council on Youth, Peace, and Security." [Https://Www.cordaid.org/](https://www.cordaid.org/).

Cordaid. <https://www.cordaid.org/en/wp-content/uploads/2024/05/Independent-Thematic-Paper-on-Youth-Peace-and-Security-in-DRC.pdf>.

UNOY, and Civil Society Platform. 2025. "LOCALISING the YOUTH, PEACE and SECURITY AGENDA, TEN YEARS IN: RECOMMENDATIONS for the FUTURE." <https://unoy.org/web/wp-content/uploads/2025/10/EN-PCP-YPS-Recommendations.pdf>.

UNSCR 2250. 2015. "UN Security Council Resolution 2250 – S/RES/2250 (2015)." Un.org. 2015. [https://docs.un.org/en/S/res/2250\(2015\)](https://docs.un.org/en/S/res/2250(2015)).

YPS Monitor . 2025. "National Action Plans - YPS Monitor." Ypsmonitor.com. 2025. <https://ypsmonitor.com/naps>.